



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

**Accord-cadre n° 2025-002-00-00
Prestations de sous-titrage des vidéos pour les réseaux sociaux de la
présidence de la République**

Procédure de passation :

Appel d'offres ouvert

Articles de la procédure concernée :

Articles L 2124-2, R 2124-2-1° et R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET ET FORME DE L’ACCORD-CADRE	3
1.1 – OBJET ET FORME DE L’ACCORD-CADRE.....	3
1.2 – DESCRIPTION SUCCINCTE DU BESOIN.....	3
1.3 – ETENDUE DE L’ACCORD-CADRE	3
ARTICLE II – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS	4
2.1 – ACCÈS AUX VIDÉOS ET CONDITIONS DE RÉALISATION	4
2.2 – RÉALISATION DES SOUS-TITRAGES	4
2.3 – SOUS-TITRAGE MULTILINGUE.....	5
2.4 – SOUS-TITRAGE À PARTIR D’UN FICHIER TEXTE	5
2.5 – INCRUSTATION D’UN FICHIER .SRT.....	6
2.6 – NIVEAU DE QUALITÉ ATTENDU	6
2.7 – DÉLAIS DE RÉALISATION « NORMAL »	6
2.8 – DÉLAIS DE RÉALISATION « URGENT ».....	7
2.9 – MENTIONS LÉGALES	7
ARTICLE III - ORGANISATION DES PRESTATIONS.....	7
3.1 – MOYENS HUMAINS	7
3.2 – SUIVI DE LA PRESTATION / ACCOMPAGNEMENT / MODALITÉ DE VALIDATION.....	8
3.3 – CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES INFORMATIONS PRÉSENTANT UN CARACTÈRE CONFIDENTIEL	8

ARTICLE I – Objet et forme de l'accord-cadre

1.1 – Objet et forme de l'accord-cadre

Le service communication numérique au sein de la Direction de la communication (DIRCOM) de la présidence de la République a quatre grandes missions :

- Porter la voix de la présidence de la République sur l'espace numérique (site internet, réseaux sociaux, etc.) ;
- Création du contenu (photos, vidéos, illustrations, etc.) ;
- Gestion du site elysee.fr ;
- Garant de la charte graphique de l'Elysée.

Pour mener à bien ses missions, le service communication numérique de la présidence de la République utilise des outils numériques, fait appel au besoin à des prestataires externes, et développe ou fait développer des applications ou des sites web, pour un usage externe ou pour un usage interne.

Le présent CCTP concerne la réalisation de **prestations de sous-titrage des vidéos pour les réseaux sociaux** de la présidence de la République.

1.2 – Description succincte du besoin

Dans un souci d'accessibilité de ses contenus vidéo, la présidence de la République souhaite bénéficier des services d'un prestataire pour le sous-titrage de l'ensemble de ses vidéos, tout support confondu, de manière systématique dès la publication sur ses supports.

Le titulaire est donc chargé de sous-titrer en anglais ou en français tous les nouveaux fichiers uploadés ou publiés sur les plateformes YouTube, Facebook et X.

Les vidéos sont essentiellement à sous-titrer en français, parfois à sous-titrer en langues étrangères, cela dépendra du public visé et du contexte.

Il est attendu du titulaire une forte réactivité. En effet, il est parfois très difficile pour les équipes de la Présidence de prévoir à l'avance la tenue d'une intervention du président. Par conséquent, le titulaire devra être en mesure de trouver le plus rapidement possible le personnel nécessaire pour répondre aux différentes demandes.

1.3 – Etendue de l'accord-cadre

Nombre de commandes : le nombre de prestations à réaliser pourra varier en fonction de l'actualité présidentielle. Le nombre de commande varie en fonction des besoins de la présidence. En moyenne, quatre (4) à dix (10) commandes sont effectuées chaque mois.

Durée des vidéos : les vidéos ont des durées allant généralement de 2 minutes à 1 heure, avec quelques cas exceptionnels de plusieurs heures. Il n'y a pas de durée moyenne précise sur les vidéos.

Langue des sous-titrages demandés : le français représente l'essentiel des commandes suivi de l'anglais, et de façon peu fréquente dans différentes autres langues. A titre d'exemples, en 2024 ont été commandés des sous-titrages en : allemand, portugais, suédois, hindi, arabe et chinois.

ARTICLE II – Description technique des prestations

2.1 – Accès aux vidéos et conditions de réalisation

La cellule vidéo de la présidence de la République poste des vidéos sur :

- YouTube (chaîne du Président de la République et de l'Élysée),
- Facebook (page du président de la République et de l'Élysée),
- X (page du Président de la République et de l'Élysée).

Modalités de transmission des vidéos à sous-titrer :

- **1^{ère} possibilité (YouTube + X) :** Pour chaque vidéo mise en ligne, le titulaire reçoit une notification par mail sur la/les adresses de son choix. Une alerte sera transmise par mail chaque fois qu'une vidéo est postée avec un accès administrateurs aux plateformes.
- **2nde possibilité : (Facebook ou autres cas) :** Après la mise en ligne de chaque vidéo, la cellule vidéo de la Présidence envoie au titulaire du marché le fichier vidéo au format .MP4.

2.2 – Réalisation des sous-titrages

Les prestations attendues sont à réaliser à distance. Les échanges se font par téléphone ou par voie dématérialisée.

[EX_1] Le titulaire réalise le fichier de sous-titres au format .srt.

La synchronisation des sous-titres est incluse dans le coût de base de la prestation.

La facturation se fera à la minute sous-titrée. Les prix seront ceux indiqués par le titulaire dans l'annexe financière.

- Référence 1.1 : Sous-titrage français de France vers français de France.
- Référence 1.2 : Sous-titrage français vers anglais ou anglais vers français.

Quelques vidéos de cérémonie ou hommage étant muettes sur la majorité du fichier, la facturation se fera à la minute réellement sous-titrée (minute(s) de silence déduites).

[EX_2] Pour chaque sous-titrage, le titulaire doit veiller au parfait respect des éléments suivants :

- La qualité de la ponctuation.
- La qualité de la grammaire et de l'orthographe.
- La fidélité de la retranscription ou de la traduction.
- Le calage et coupage des sous-titres.

[EX_3] Le titulaire réalise le recalage des vidéos en fonction des différents réseaux sociaux.

Dans la majorité des cas, les discours sont diffusés en direct sur Facebook et X puis mis en ligne sur YouTube quelques minutes plus tard. Le contenu des sous-titres est donc le même, mais il est possible que la durée des vidéos entre les différentes plateformes soient inégales (quelques secondes de décalage entre les différentes plateformes). Dans ce cas, le titulaire doit synchroniser le fichier de sous-titres pour le faire correspondre aux timecodes des vidéos de chaque plateforme.

Pour exemple : Facebook peut enlever quelques secondes au départ, ce qui a pour conséquence de décaler les sous-titres. Les sous-titres sont liés à une vidéo, si on touche à cette vidéo on touche aux sous-titres.

Cette prestation de recalage fait l'objet d'une tarification distincte. Les prix sont ceux indiqués par le titulaire dans l'annexe financière.

- Référence 2.1 : Forfait de recalage réseaux sociaux pour une vidéo supérieure ou égale à 25 minutes.
- Référence 2.2 : Forfait de recalage réseaux sociaux pour une vidéo inférieure à 25 minutes.

Le tarif forfaitaire correspond à un (1) recalage pour un (1) réseau social.

[EX_4] Le titulaire fait parvenir le fichier de sous-titres au format .srt par mail à la présidence, nommé avec la date du jour et l'événement. La présidence intègre elle-même les sous-titrages sur les réseaux sociaux.

2.3 – Sous-titrage multilingue

Majoritairement, le français est la langue source.

La langue cible sera précisée lors de la commande.

Généralement :

- Lorsque la langue source est le français :
 - Le sous-titrage est quasi systématiquement demandé en langue Française. Cela constitue la majorité des commandes.
 - Un sous-titrage supplémentaire en langue étrangère pourra également être demandé.
- Lorsque la langue source est une langue étrangère :
 - Le sous-titrage est quasi systématiquement demandé en langue française.
 - Un sous-titrage supplémentaire en langue étrangère pourra également être demandé. Généralement dans la langue source, voir dans une langue supplémentaire (exemple : l'anglais).

[EX_5] Le titulaire doit faire réaliser les sous-titrages français vers français par une personne experte de la transcription en français.

[EX_6] Le titulaire doit faire réaliser les sous-titrages anglais vers français par une personne experte de la transcription en français et de la traduction de l'anglais vers le français.

[EX_7] Le titulaire doit faire réaliser les sous-titrages français vers anglais par une personne experte de la transcription en anglais et de la traduction du français vers l'anglais.

[EX_8] De façon générale, pour toutes les autres langues cibles, les sous-titrages devront être réalisés par des personnes expertes de la transcription et de la traduction vers cette langue cible.

Fourniture du texte par la présidence : Le département vidéo de la présidence peut à certaines (rares) occasions demander au titulaire de sous-titrer une vidéo du français vers l'anglais, ou de l'anglais vers le français, en fournissant ou non la traduction. Dans ce cas, le titulaire appliquera la décote indiquée dans l'annexe financière (référence 1.3).

2.4 – Sous-titrage à partir d'un fichier texte

[EX_9] Le titulaire doit pouvoir générer un fichier de sous-titres d'une vidéo à partir d'une retranscription fournie par la présidence de la République. Cette retranscription, relue et parfaitement corrigée, doit être la base du texte de génération des sous-titres, et permettre de diminuer le temps nécessaire au sous-titrage.

Le fichier sera mis à disposition par la DIRCOM un moment après la fin du discours, de quelques minutes à plusieurs heures selon la durée. Il est rarement communiqué, mais la DIRCOM l'envoie en cas de très longue vidéo à sous-titrer.

Le prestataire propose un tarif avec cet apport du texte de la retranscription par la présidence de la République, reflétant l'effort dégagé du travail de retranscription et de correction. A cet effet, il applique la décote indiquée dans l'annexe financière (référence 1.4).

2.5 – Incrustation d'un fichier .srt

Il peut être demandé au titulaire de réaliser l'incrustation des fichiers .srt. Le cas peut se produire lorsque les services de la présidence sont indisponibles pour réaliser cette opération (ex : déplacements à l'étranger).

Le titulaire prend le fichier .srt et réalise l'incrustation à l'aide d'un logiciel. Il doit visionner la vidéo et tout vérifier.

La charte graphique de la présidence est une charte graphique composée notamment de la police Marianne, d'une taille de caractère précise, etc.).

Cette prestation n'est pas systématiquement commandée. Elle fait l'objet d'une tarification distincte. Le prix est celui indiqué par le titulaire dans l'annexe financière (référence 2.3).

2.6 – Niveau de qualité attendu

[EX_10] Les sous-titrages réalisés doivent respecter scrupuleusement le prononcé et être parfaitement calibrés pour être synchronisés avec la vidéo.

En principe, il est attendu :

- Quarante (40) caractères maximum par ligne,
- Deux (2) lignes maximum,
- Quinze (15) à vingt (20) caractères maximums par seconde.

Il peut arriver des dépassements, cependant il faut que les sous-titres soient lisibles et compréhensibles pour le plus grand nombre.

Dans le cas où le président fait une formulation comportant une grosse erreur dans une phrase en anglais, le titulaire doit la reformuler.

Par ailleurs, une maîtrise parfaite des langues française et anglaise est attendue et aucune faute ne peut être tolérée.

En cas de détection d'un problème sur ces critères, il sera demandé au titulaire de corriger sa livraison et de la renvoyer dans un délai d'une heure. La prestation devra être effectuée, aux frais du titulaire, sans facturation supplémentaire.

2.7 – Délais de réalisation « normal »

Les prestations seront commandées par la présidence, dès la survenance d'un besoin.

Délai « normal » :

[EX_11] Le titulaire dispose de **24 heures maximum** pour réaliser sa prestation de sous-titrage (et de traduction le cas échéant) à compter de la réception du mail de notification de la commande.

Ce délai ne s'applique pas dans les deux cas suivants :

Cas 1 : Pour une notification reçue un vendredi, samedi ou dimanche, le sous-titrage pourra être fourni le lundi suivant.

Cas 2 : Pour une notification reçue une veille de jour férié ou un jour férié, le sous-titrage pourra être fourni le jour ouvré suivant.

Les délais « normaux » s'appliquent quelle que soit la langue (source et cible).

2.8 – Délais de réalisation « urgent »

Délai « urgent » :

[EX_12] Le titulaire doit être en mesure de livrer de manière urgente, sur simple demande et dans le délai indiqué dans son mémoire technique sous réserve que celui-ci soit inférieur ou égal au délai maximum de 24 heures.

De manière exceptionnelle, il est possible que des commandes interviennent les week-ends et jours fériés.

Pour des vidéos jugées importantes et pour lesquelles la présidence de la République souhaite disposer du sous-titrage dès la publication de la vidéo, il peut être demandé au prestataire de réaliser un sous-titrage en urgence, notamment dans deux situations :

- un voyage officiel dans un pays avec un gros décalage horaire ;
- une allocution en soirée ou week-end.

Les cas d'urgence sont traités via une application de messagerie instantanée. Les cas d'urgence peuvent se présenter en dehors des heures ouvrées (week-end, jour férié, 19h00-8h00).

Tout dépassement de ces délais du fait du titulaire est sanctionné par l'application des pénalités de retard prévues à l'article 10.1 du CCAP.

Les délais d'urgence s'appliquent quelle que soit la langue (source et cible).

2.9 – Mentions légales

Le titulaire ne fait pas figurer ses crédits dans le sous-titrage des vidéos.

ARTICLE III - Organisation des prestations

3.1 – Moyens humains

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire doit mettre à disposition des moyens humains disposant des compétences nécessaires, en nombre suffisant. La conduite de chaque projet est placée sous la responsabilité d'un **interlocuteur unique** désigné par le titulaire. Son rôle est de veiller :

- au bon ordonnancement et à la bonne répartition des tâches ;
- au respect du cahier des charges ;
- au respect des obligations contractuelles de moyens et de résultats ;
- au respect des délais ;
- au respect de l'intégrité, de la cohésion et de la fiabilité des réalisations.

Les services de la direction de la communication (DIRCOM) de la présidence de la République sont les interlocuteurs du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations.

L'actualité peut modifier à tout moment le déroulement d'un événement. Malgré les indications fournies lors de la phase préparatoire, le titulaire de l'accord-cadre doit pouvoir faire face à toute modification de programme. Le titulaire doit répondre à tout changement par une solution qu'il sera libre d'organiser et ce sans pouvoir prétendre à une facturation supplémentaire, sauf accord particulier de la présidence de la République.

Le titulaire s'engage, en cas d'absence ou d'indisponibilité, à remplacer dans les meilleurs délais le personnel initialement désigné dans son offre et après accord de la présidence, par un personnel aux qualifications équivalentes. Il est entendu que ce changement doit être autorisé par la présidence et qu'il n'a aucune incidence sur le montant des prestations.

3.2 – Suivi de la prestation / accompagnement / modalité de validation

La présidence souhaite disposer d'un accompagnement de qualité. L'interlocuteur unique de la présidence de la République dispose d'une complète connaissance des contraintes de la Présidence. Le titulaire et son représentant doivent pouvoir être joints immédiatement par téléphone ou tout autre moyen de communication.

3.3 – Confidentialité et protection des informations présentant un caractère confidentiel

En complément des dispositions de l'article 6 du CCAP, le titulaire veille à la confidentialité des échanges, à la sécurisation et à la protection des informations et données présentant un caractère confidentiel transmises par la présidence.